

CONCOURS SESSION 2015

ALLEMAND

1. ANALYSE ET COMMENTAIRE DE TEXTES OU DOCUMENTS

EPREUVE À OPTION : ECRIT

Anne Salles, Marcel Tambarin

Coefficient : 3 ; durée : 6 heures

Sur les 67 candidats inscrits, 64 se sont présentés à l'épreuve écrite d'allemand du concours 2015, soit précisément le même nombre qu'en 2014. Si l'on fait abstraction de la copie blanche notée 0, la moyenne s'élève en 2015 à 9,25/20, contre une moyenne de 8,7 en 2014 (9,10 avec la copie blanche). Les résultats témoignent donc d'une progression sensible par rapport à l'année dernière, ce qui se traduit en particulier par un nombre important de bonnes copies : 13 copies ont obtenu au moins 14/20, ce qui représente 20% des candidats. Au total, les notes s'échelonnent de 0 à 18 avec 27 copies supérieures ou égales à la moyenne, mais aussi 15 copies inférieures ou égales à 05/20. L'écart-type s'élève à 4,16, contre 4,27 en 2014 (4,31 avec la copie blanche).

Le dossier portait sur le rôle de l'Allemagne dans le monde, et plus particulièrement sur les motifs qui peuvent justifier une intervention militaire, ou en d'autres termes, ce qui peut justifier une entrée en guerre. La guerre peut-elle seulement être légitime ou juste ? La question d'un engagement militaire de l'Allemagne a en effet soulevé de grands débats en Allemagne suite à la guerre en Yougoslavie et aux attentats de 2001, et plus récemment avec le printemps arabe. Toujours aussi controversée, elle a ainsi fait les grands titres des journaux à de multiples reprises ces dernières années et provoqué la démission de deux des trois derniers ministres de la Défense et d'un président allemand. Parallèlement, c'est un sujet qui a des racines historiques, puisque le débat sur le pacifisme et le refus d'intervenir militairement remontent aux débuts de la RFA. Il a néanmoins connu une inflexion ces dernières années, comme en témoigne le discours prononcé par le président fédéral Joachim Gauck, à l'occasion de la Conférence sur la sécurité qui s'est tenue à Munich en janvier 2014 et qui se trouve au cœur du dossier.

Celui-ci se composait de six documents presque tous contemporains puisque parus entre 2011 et 2014, à l'exception du troisième, un extrait du récit autobiographique de Stefan Zweig *Die Welt von Gestern* paru en 1942. Ce texte mettait en évidence les changements intervenus entre 1914 et 1939 dans le degré de mobilisation et d'adhésion des populations confrontée à la guerre et permettait de faire le lien avec l'attitude de la population allemande d'aujourd'hui, majoritairement opposée à une extension du rôle de l'Allemagne, et dont une forme plus ou moins radicale était également défendue dans les documents 5 et 6. Ces derniers, deux articles tirés de l'hebdomadaire *Der Freitag* et du *Spiegel Online*, prenaient le contre-pied des deux premiers documents du dossier, qui exprimaient respectivement le point de vue du directeur d'un *think tank* et celui du président de la République fédérale Joachim Gauck : tandis que les uns parlaient en faveur d'une implication accrue de l'Allemagne sur la scène internationale, les autres en contestaient autant la légitimité que la nécessité. Enfin, le document 4, qui retraçait l'évolution de la notion de guerre juste depuis l'Antiquité, permettait de replacer le sujet dans une perspective à la fois morale et historique.

Si le thème général – la place et l'action de l'Allemagne dans le monde – était donné par le président Gauck et son discours de Munich, resp. son interview (document 2), il n'en constituait pas une problématique pour autant et l'on ne pouvait donc se contenter à ce titre d'une simple question plus ou moins subtilement formulée, mais revenant le plus souvent à se demander si l'Allemagne devait jouer un rôle accru sur la scène internationale. Ce simple questionnement pouvait certes servir d'angle d'attaque initial pour aborder le dossier, mais celui-ci demandait à être soumis à une grille de lecture multiple. Une approche politique permettait ainsi de constater que la réponse dépend non seulement des attentes des alliés et partenaires de l'Allemagne, européens en particulier (document 1) mais aussi des citoyens et électeurs majoritairement hostiles à un rôle extérieur accru (documents 3, 5 et 6). S'il n'était pas totalement erroné d'établir un lien entre la culture de la retenue qui a prédominé jusqu'à la réunification et un pacifisme allemand qui s'est particulièrement développé après la Seconde Guerre mondiale, il était tout à fait fallacieux de confondre le point de vue des dirigeants politiques allemands actuels tel que l'exprime J. Gauck avec celui de l'opinion allemande. Cela amenait au mieux à constater un paradoxe (entre la normalisation en matière de politique étrangère et le refus de s'engager), là où il y a manifestement une divergence entre un peuple et ses dirigeants. C'était du coup s'empêcher de comprendre que les discours de Gauck, Steinmeier et von der Leyen, qui semblent d'abord répondre aux critiques de l'étranger telles qu'elles s'expriment dans le document 1, visent aussi et surtout sinon à faire changer l'opinion, du moins à lui faire tolérer la nécessité d'une autre politique étrangère.

Une lecture plus théorique du dossier montrait en particulier que la question de la guerre juste, et donc de la justification

d'une intervention militaire, ne trouvait que difficilement de réponse en dehors du cadre de la guerre de défense (document 4) et que toutes les autres considérations, y compris morales, apparaissent sujettes à caution – quand bien même elles prennent une forme aussi coercitive que le dilemme exposé par J. Gauck, qui affirme que l'on peut certes se rendre coupable en intervenant militairement, mais tout autant en s'abstenant d'intervenir (document 2). Même quand les interventions militaires s'inscrivent dans le cadre d'instances supra-nationales telles que les réclamait Kant, il apparaît de fait difficile de dissocier les enjeux humanitaires des enjeux politiques ou économiques, d'autant que l'Allemagne a tout intérêt à préserver un ordre mondial à la sécurité duquel elle contribue moins que d'autres en limitant ses dépenses militaires et dont elle profite peut-être plus que d'autres grâce à ses exportations, armements compris (document 1). Il n'est donc pas étonnant non plus de voir les justifications officielles de la nouvelle politique extérieure dénoncées par ceux qui veulent y voir un retour à l'*hybris* du passé (documents 5 et 6). En tout état de cause, une intervention accrue de l'Allemagne ne lui ferait pas seulement jouer le rôle qui convient à son poids existant, mais elle reviendrait aussi à renforcer ce poids, ce qui la mettrait en contradiction avec les critères de la guerre juste définis par Vitoria (document 4).

Sur le plan historique, le dossier offrait de multiples rappels du passé, des croisades à la guerre de Trente Ans, et surtout de la Première Guerre mondiale à la Seconde, qui permettaient à la fois d'expliquer la retenue postérieure à 1945 et le manque d'appétence pour la guerre dans un pays dont beaucoup d'habitants, à l'instar de Jakob Augstein (document 6), ont encore connu ceux qui ont directement vécu la guerre. De celle-ci peuvent être tirés des enseignements tout à fait contradictoires : adopter une position radicalement pacifiste et ne plus s'engager au nom du passé de l'Allemagne ou au contraire s'engager précisément au nom de ce passé, suivant l'argumentation défendue en particulier lors de l'intervention au Kosovo (document 2). Mais il ne fallait pas se laisser aveugler par le passé guerrier et négliger les éléments mis en avant dans les documents 5 et 6, à savoir toutes les opérations extérieures auxquelles la Bundeswehr a participé et participe encore, et dont le nombre important relativise la nécessité de les accroître encore davantage – tout en interpellant sur la contradiction entre ces interventions et l'investissement relativement faible dans le matériel militaire (document 1). Cela dit, il fallait aussi veiller à ne pas limiter le sujet exclusivement aux interventions armées, au risque de faire perdre de vue les autres options, diplomatiques en particulier, telles qu'elles étaient sinon développées du moins pointées dans le dernier document

Ces diverses approches, une fois croisées, permettaient d'aboutir à des interrogations plus nuancées sur ce que peut être la justification d'une implication accrue de l'Allemagne sur la scène internationale, et en particulier sur le plan militaire : comment un pays peut-il justifier et surtout légitimer sa participation à une guerre hors cas de défense, surtout quand ce pays est l'Allemagne, dont le passé belliqueux a entraîné les conflits que l'on sait et qui en a tiré les leçons en adoptant une position de retrait ? Comment aussi résoudre les contradictions entre les attentes des alliés et les rejets d'une population opposée à la guerre, entre une position politiquement soutenable et une position moralement défendable, entre la culpabilité qui peut naître d'une intervention militaire et celle qui peut naître du refus d'intervenir ? On pouvait alors essayer de montrer par exemple que la politique de la retenue jusqu'alors affichée par l'Allemagne repose sur un large consensus étayé à la fois par les enseignements du passé et par des intérêts bien compris ; que le poids croissant de l'Allemagne autant que l'émergence du droit d'ingérence ont rendu cette position plus difficile à tenir sur la scène internationale, au risque d'apparaître comme simple profiteur d'un ordre mondial que l'Allemagne devrait d'autant contribuer à protéger qu'elle en a les moyens économiques et donc potentiellement militaires ; mais que les interventions extérieures, auxquelles l'Allemagne participe déjà plus qu'il n'y paraît, restent problématiques parce que les mobiles ne sont jamais désintéressés, resp. purement humanitaires, et que les effets de l'ingérence ne sont pas toujours ceux que l'on escomptait, comme en témoigne e.a. le cas de la Lybie. Il va de soi que nulle solution au dilemme allemand n'était attendue de la part des candidats et que le jury a comme à l'accoutumée valorisé tous les plans pourvu qu'ils fussent cohérents.

Le thème proposé en 2015 a en tout cas permis aux candidats de mobiliser leurs connaissances sur l'histoire de l'Allemagne aux XIX^e et XX^e siècles, et plus récemment sur les grands débats d'actualité : ainsi les scandales qui ont conduit à la démission de personnalités politiques de premier plan ou ceux qui ont au moins fait la une des journaux (la défense des intérêts économiques allemands dans la politique extérieure, l'affaire de Kunduz en Afghanistan ou les exportations d'armes). A noter que de nombreuses copies se sont cantonnées aux références fournies par les documents eux-mêmes, sans d'ailleurs les exploiter pleinement. L'on ne s'attendait certes pas à un développement sur Henri de Suse (Hostiensis dans le document 4), mais l'allusion à la guerre de Trente ans dans le même document aurait pu davantage être mise à profit, en particulier par les candidats qui se sont attachés à présenter l'évolution du rapport à la guerre en Allemagne. Quelques mentions de Bismarck ou de Guillaume II mises à part, les copies sont restées finalement assez discrètes sur le prussianisme, le militarisme ou l'impérialisme allemands pour se concentrer sur les effets de la Seconde Guerre mondiale.

Le dossier a soulevé des questions d'ordre méthodologique. Nous rappelons l'importance de ne pas prendre le propos des documents pour argent comptant. Trop de candidats ont repris à leur compte le discours tenu dans les deux premiers documents, prenant ainsi parti dans le débat dès le développement. S'il est important que les candidats analysent les documents, et ne se contentent donc pas de les paraphraser, voire de les citer sans commenter les citations (ce qui s'apparente à du remplissage et ne permet pas de savoir si les candidats ont vraiment compris ce dont ils parlent), il est

néanmoins attendu d'eux qu'ils restent neutres et ne prennent position, s'ils le souhaitent, que dans la conclusion. Inversement, certains candidats ont confondu analyse de documents et dissertation sur la politique de défense allemande, ou pire sur l'histoire de l'Allemagne, ce qui a conduit plus d'une fois à de longs développements sans lien avec le dossier.

Comme cela a encore été signalé l'an passé, la lecture attentive des documents commence par l'examen des sources des documents. Or les correcteurs ont été frappés par le peu d'attention prêtées à ces dernières, souvent globalement qualifiées de « journaux » (*Zeitungen*), alors que l'on pouvait se douter que si *Der Freitag* s'appelle ainsi, c'est parce qu'il paraît ce jour-là et qu'il s'agit donc d'un hebdomadaire (*Wochenzeitung* en l'occurrence). La nature des sources n'a pas davantage interpellé, alors que celle du premier document, clairement rattachée au ministère des Affaires étrangères, aurait pu interpellé compte tenu de la tonalité très critique de son auteur à l'égard du gouvernement allemand. À moins que cette source ne soit précisément la raison pour laquelle cet auteur a parfois été pris pour un chercheur, alors que les activités de Charles Grant, co-fondateur du Centre for European Reform et ancien journaliste de l'*Economist*, relèvent davantage du lobbying. Il n'en fallait apparemment pas plus à certains pour attribuer à ses propos l'aura de l'objectivité, alors même que l'article de Jakob Augstein invitait à se méfier d'une collusion entre dirigeants politiques et élites médiatiques. Moins grave était la confusion assez fréquente entre la position du président Gauck et celle du gouvernement fédéral : l'inclusion de Gauck dans le dispositif de l'exécutif pouvait en effet s'expliquer par le fait que le président, le ministre de la défense Frank-Walter Steinmeier comme celui des Affaires étrangères Ursula von der Leyen tirent dans le même sens dans ce qui peut apparaître comme une véritable action concertée – tant que l'on n'excluait pas du gouvernement celle qui le dirige, pour la seule raison qu'elle a fait preuve dans cette affaire de sa réserve habituelle. Enfin, la confusion assez fréquente entre Guido Westerwelle et son « successeur social-démocrate » Frank-Walter Steinmeier (document 5) se révélait beaucoup plus gênante, car elle revenait à se méprendre complètement sur la portée d'une citation effectivement centrale dans le dossier („Deutschland ist eigentlich zu groß, um Weltpolitik nur von der Außenlinie zu kommentieren“).

Les connaissances sur l'histoire de l'Allemagne pouvaient indéniablement être utiles, à condition d'être mises au service de l'analyse de documents et non de servir de prétexte pour étaler son savoir (voire d'être invoquées sans aucune référence aux documents). D'une manière générale, il est conseillé de ne pas chercher à placer à tout prix ses connaissances, mais d'en faire un emploi judicieux. Cela vaut en particulier pour l'introduction. Certains candidats ont su amener le sujet avec beaucoup d'à-propos, en partant par exemple d'un parallèle entre les accords de Munich de 1938 et le discours commémoratif prononcé par Gauck le 1^{er} septembre 2014, dans lequel il avait justement dénoncé les risques actuels d'un retour à l'esprit de Munich, ou encore en partant du dilemme *Nie wieder Krieg, nie wieder Auschwitz* qui avait été au centre des débats précédant la décision d'intervenir au Kosovo en 1999. D'autres ont en revanche introduit leur analyse par une idée générale sans la relier au dossier. Ainsi, une même idée – par exemple le fameux discours de Bismarck 'par le fer et par le sang' du 30 septembre 1862 - a pu donner lieu à des introductions particulièrement réussies grâce à un propos structuré et cohérent ou, au contraire, tomber complètement à plat. Cette remarque vaut par exemple aussi pour la référence à l'ouvrage *Vom Kriege* de Carl von Clausewitz. Il faut d'ailleurs rappeler à ce propos qu'une bonne idée d'introduction est toujours quelque peu gâchée par des citations, des dates ou des titres approximatifs. Ainsi ce n'est pas Bismarck qui a dit « *Wir brauchen Krieg* », mais le comte Blome, au service de l'Autriche, et la phrase, que Bismarck aurait sans nul doute pu prononcer, ne l'a pas été après Sadowa, mais le 29 mai 1866.

Toujours sur les questions de méthodologie, il est rappelé que l'un des intérêts de cet exercice consiste précisément à établir des passerelles entre les documents. Construire une partie autour d'un seul document n'est donc pas judicieux, or c'est un défaut que l'on rencontre souvent dans les plans chronologiques. Il faut bien veiller à croiser les documents tout au long de l'analyse. Un exemple: le rapprochement qui a été fait entre le propos de J. Gauck rappelant à la Conférence sur la sécurité de Munich en janvier 2014 (document 1) que les conséquences d'une non-intervention pouvait être pires que celle d'une action et les Accords de Munich de 1938 (document 3) conclus entre autres par Daladier et Chamberlain afin de sauver la paix en Europe par la voie diplomatique, ou le parallèle réalisé entre la guerre déclenchée pour des motifs humanitaires (document 4) et le discours de U. von der Leyen (*wir können nicht zur Seite schauen, wenn Mord und Vergewaltigung an der Tagesordnung stehen*, document 6), ou encore la défense des intérêts économiques allemands (documents 1 et 5) et la position du philosophe Vitoria (document 4) défendant le principe d'une guerre qui, pour rester juste, ne doit pas accroître le pouvoir des intervenants. De la même manière, certaines analyses ont été appréciées, comme le parallèle entre '*mehr Stahl, mehr Fleisch*' (document 6) et la fameuse expression de Bismarck '*durch Eisen und Blut*' ou entre le texte de Zweig ('*diesen Krieg, der den Diplomaten (...) gegen ihre eigene Absicht aus der ungeschickten Hand gerutscht*') et l'ouvrage de C. Clark *Les Somnambules*. Il ne s'agit là que de quelques exemples et l'on a relevé des rapprochements intéressants dans de nombreuses copies, donnant lieu à des analyses fort à propos. Les efforts de contextualisation et, d'une manière générale, la cohérence de l'analyse ont été particulièrement appréciés : le terme de 'Drückeberger' (document 1) a ainsi permis de faire émerger une représentation de la politique extérieure et de défense comme un devoir ; ou encore : les attentes des autres pays à l'égard de l'Allemagne montrent que l'Allemagne ne suscite plus les mêmes craintes ; ou encore Auschwitz comme argument pour ou contre une intervention militaire, etc.). Cet effort de cohérence doit du reste s'appliquer tout autant à la mise en forme et il est important de bien relier les idées entre elles et de bien faire ressortir ce lien à l'écriture. C'est en effet aux transitions

entre les parties et notamment les sous-parties qu'on reconnaît un fil conducteur solide et convaincant. Or dans certaines copies, les changements entre les parties ne sont pas toujours très lisibles et les transitions parfois inexistantes, en particulier entre les sous-parties. De même, l'articulation entre la problématique et le plan manque parfois de clarté : les candidats n'expliquent pas toujours en quoi leurs parties constituent un élément de réponse à la question qu'ils posent. Le plan est parfois présenté de manière (trop) sibylline et il n'est alors pas aisé de comprendre quelles sont les parties annoncées. On rappellera à ce propos qu'il est conseillé de veiller à avoir des parties équilibrées, car dans certaines copies, l'introduction est aussi longue que le développement, ou bien c'est la première partie qui représente la moitié de l'ensemble.

Enfin, si de nombreuses copies témoignent d'un solide niveau de langue, d'autres copies présentent de fortes lacunes en allemand, ce qui est particulièrement malvenu quand celles-ci apparaissent dès la toute première phrase du devoir. De nombreux candidats manient avec aisance le vocabulaire de l'explication de textes. Mais ce n'est pas le cas de tous, et les fautes relevant de ce registre font particulièrement mauvais effet (*ein Stück von ein Buch, diese Dossier verfasst, das Dossier ist von diesem Thema die Rede, das Dossier handelt sich von, eine Frage auswerfen...*). Trop de copies continuent à répéter les erreurs déjà signalées dans les rapports précédents sur des termes aussi prévisibles que *Dokument* (*Der Dokument / die Dokumenten*) ou sur des mots dont le genre et l'orthographe sont vérifiables dans les documents du dossier (*Engagement, Friede, gerecht, Libyen*), ce qui vaut aussi pour les noms des auteurs et les noms propres en général, souvent écorchés (*Augenstein, Steinmeir, von Steinmeiner*). Sans qu'il s'agisse ici de se livrer à un « bêtisier », il faut malheureusement citer, à des fins d'édification, quelques fautes de conjugaison particulièrement surprenantes (*ist verbindet, liegt, träge, getragt, schreibte, gebringen, gebrogen, hobte, anfangte, brachte [brach], lasste, schnied...*) et rappeler que le participe passé n'est pas encore passé d'usage, car de trop nombreuses copies, y compris parmi les meilleures, le remplacent systématiquement par l'infinitif (*glauben haben, bestimmen haben, etc.*). D'une manière générale, les verbes mériteraient davantage d'attention, ne serait-ce que pour veiller à leur bonne place dans une simple phrase déclarative indépendante et à leur bon accord avec le sujet. Parmi les fautes qui semblent vouées à se perpétuer, relevons encore les confusions entre *sollen* et *müssen*, entre *tatsächlich* et *nämlich* (parfois encore écrit : *nähmlich*), entre *das* et *dass*. Enfin, des déclinaisons souvent mal maîtrisées, voire inconnues, amènent certaines copies à n'utiliser qu'une ou deux désinences quel que soit le cas rencontré. Le génitif en particulier semble être en voie de disparition et ne plus subsister que dans des constructions aussi aventureuses que « *die Analyse Gaucks Münchner Rede* » ou « *Gaucks Münchner Rede Analyse* ». Ces remarques sur les verbes et sur les déclinaisons prennent toute leur importance quand il s'agit de citer correctement les documents, ce qui nécessite d'adapter la citation, donc d'en modifier la structure ou les désinences quand cela s'avère nécessaire (ce qui implique de mettre les éléments de la phrase citée qui ont été modifiés entre crochets). Enfin, il est évidemment conseillé d'éviter les mots ou tournures trop familiers (*'gucken', 'total wichtig'*), mais encore plus les phrases sans queue ni tête, c'est-à-dire positivement incompréhensibles, qui expliquent certaines notes très faibles attribuées à des copies au niveau de langue particulièrement bas.